



## ***Surplus budgétaire et indécence morale : le gouvernement laisse tomber le mouvement d'action communautaire autonome !***

**MONTREAL - Le 7 juillet 2016 -** Le *Réseau québécois de l'action communautaire autonome* (RQ-ACA) est consterné et estomaqué par la désinvolture du gouvernement par rapport à son récent surplus budgétaire qui, faut-il le rappeler, a été obtenu principalement par des coupes budgétaires drastiques et par des hausses de tarifs de certains services à la population. Si le surplus annoncé est de 1,8 milliard de dollars (en comptant la réserve pour contingence de 150 millions), il ne faut pas oublier d'y ajouter 1,5 milliard versé au Fonds des générations. Bref, le surplus est de 3,3 milliards de dollars !

Les coupes budgétaires ont particulièrement affecté la santé et les services sociaux, l'éducation, les CPE et autres missions sociales du gouvernement. En général, ces coupes affectent encore une fois davantage les femmes et les personnes plus vulnérables.

### **Et le communautaire dans tout ça ?**

Le RQ-ACA constate des reculs importants dans la reconnaissance et le financement des organismes d'action communautaire autonome (ACA) par le gouvernement libéral. Absence d'augmentation, aucune indexation ou indexation partielle, aucun nouvel organisme financé, financement à la mission remplacé par du financement par projet, voilà la réalité que vivent les organismes d'ACA à travers la province. « *Si le dernier budget prévoyait une minime indexation pour certains d'entre eux et une faible bonification pour quelques autres (dont les organismes familles) tous les organismes d'ACA s'appauvrissent puisqu'il n'y a aucune augmentation réelle de leur subvention.* » renchérit Mme Cyr. « *Pourtant, ces organismes sont aux premières lignes pour accueillir et soutenir des milliers de personnes aux prises avec des problèmes sociaux de plus en plus présents au sein de la population* » de dire Mme Claudelle Cyr, présidente du RQ-ACA.

Par exemple, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) n'a pas accordé d'augmentation aux organismes d'ACA sous sa responsabilité **depuis 2008** ! Conséquence : diminution de service, mise à pied économique (par manque de budget) des employées, fermeture prolongée, aucune augmentation de salaires, etc. Bref, les services offerts à la population se restreignent malgré l'augmentation des demandes et les salariées de ces organismes s'appauvrissent dû au manque de soutien adéquat du gouvernement. « *Ironiquement, souligne Mme Cyr, c'est ce même ministère qui est en plein travail pour produire le troisième plan de lutte à la pauvreté ! Ne devrait-il pas donner l'exemple et soutenir adéquatement les organismes d'ACA sous sa responsabilité afin de contribuer à lutter contre la pauvreté au lieu d'en créer lui-même* » de s'indigner Mme Cyr. « *Cela est tout simplement immoral et inconséquent* » déplore-t-elle.

Mme Cyr souligne avec exaspération que « *le manque à gagner pour l'ensemble des 4 000 organismes d'ACA s'élève minimalement à 340 millions de dollars annuellement* ». Le RQ-ACA demande donc une bonification majeure des subventions accordées aux organismes d'ACA afin de combler le manque à gagner s'accumulant d'année en année, incluant la pleine indexation des subventions, ainsi que des sommes additionnelles pour les organismes d'ACA en attente de financement. « *Pourtant, complète-elle, faut-il rappeler que les organismes communautaires constituent un secteur d'emploi important avec plus de 50 000 emplois <sup>(1)</sup> dont une forte majorité de femmes. À cet égard, les choix du gouvernement Couillard touchent davantage les femmes tout comme l'ensemble de ses mesures d'austérité* ».

## La justice fiscale, c'est pour quand ?

*« Lorsque nous entendons le ministre des Finances soulever l'hypothèse d'une nouvelle baisse d'impôt, cela nous laisse pantois » de dire M. Normand Gilbert, coordonnateur au RQ-ACA. « Encore une fois, indique-t-il, rappelons que les baisses d'impôt profitent davantage aux plus riches et que ces baisses successives depuis plus de 20 ans sont un des éléments majeurs de la fragilité des finances publiques actuelles et des coupes sauvages faites par le gouvernement dans ses missions sociales. »*

Quand nous y regardons de plus près, les différentes mesures annoncées dans les derniers budgets ne feront qu'approfondir l'écart entre les riches et les pauvres. Pourtant le gouvernement Couillard avait d'autres choix avec ces surplus budgétaires dont une partie est transférée vers le Fonds des générations. Le RQ-ACA demande l'abolition de ce fonds puisqu'il masque les surplus réels du gouvernement et demande un réinvestissement majeur en santé et services sociaux, en éducation ainsi qu'une bonification des programmes sociaux. De plus, *« le RQ-ACA soutient les solutions fiscales mises de l'avant par la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics qui dégagerait plus de 10 milliards de dollars pour que l'État assume adéquatement ses responsabilités sociales vis-à-vis la population <sup>(2)</sup> »* de renchérir Normand Gilbert.

-30-

Pour information : Normand Gilbert, (514) 845-6386 / [coordination@rq-aca.org](mailto:coordination@rq-aca.org)

<sup>(1)</sup> Note de recherche produite par la Direction de la recherche du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) en avril 2014. Disponible sur notre site Internet à [www.rq-aca.org/?p=2692](http://www.rq-aca.org/?p=2692)

<sup>(2)</sup> Voir au <http://nonauxhausses.org/outils/alternatives-fiscales-justes-et-equitables-pour-les-finances-publiques/>

Interlocuteur privilégié du gouvernement en matière d'action communautaire autonome, le RQ-ACA regroupe 57 regroupements nationaux rejoignant plus de 4 000 organismes d'ACA à travers le Québec, lesquels interviennent sur une multitude de problématiques. Pour obtenir plus d'information : [www.rq-aca.org](http://www.rq-aca.org)